

# Histoire de la centrale de Lausanne



## 1952-1958 : la Préhistoire ou de l'USAR à l'ASCA

**1952-1954. Naissance d'une idée.** C'est au sein d'une coopérative agricole que se forme l'embryon de ce qui deviendra l'ASCA et la vulgarisation agricole. Dès 1952, l'USAR dirigée par Pierre Arnold, futur patron de la Migros, monte un service technique pour calculer des plans d'affouragement, puis des bilans de fumure et des plans d'assolement. A sa tête, Jean Vallat, Lequel aura l'idée originale de travailler avec les agriculteurs en groupe plutôt qu'individuellement pour mieux faire passer le message.

**1954.** C'est en février, au café du Pigeon, dans ce bistrot qui existe toujours et qui se trouve sur la route de Forel-Lavaux, que le premier «groupe de vulgarisation» de la Suisse romande est fondé de façon informelle, quatre ans avant que la vulgarisation n'existe officiellement, Jean Vallat anime cette première séance de vulgarisation. De 1954 à aujourd'hui, il y en aura des milliers d'autres.

**1955-1957. Une volonté commune de progresser.** Les premières expériences de vulgarisation sont convaincantes. Le soutien technique aux agriculteurs et la formation permanente sont dans l'air du temps. Des producteurs aux responsables politiques et professionnels, il y a une volonté commune de doper une agriculture dont on a vu les forces et les faiblesses pendant et après la guerre. La vulgarisation est perçue comme un moteur efficace pour accélérer le progrès technique, qui n'est contesté par personne.

**1955:** L'Etat apporte pour la première fois son soutien. L'ordonnance sur la formation professionnelle agricole octroie un subside de 37,5% aux offices de consultation nationaux ou régionaux, qui sont encore à créer. Le service technique de l'USAR s'étoffe et jette les bases de ce que sera la vulgarisation.

**1957:** 57 groupes d'agriculteurs sont déjà actifs, 2800 plans d'affouragement sont calculés, deux zones pilotes sont créées et 150 comptabilités bouclées. Cette intense activité sur le terrain se double d'une réflexion théorique et politique.

Pierre Arnold propose; dans un «Rapport sur la vulgarisation et la rationalisation en agriculture», de mettre sur pied une centrale dotée d'un crédit extraordinaire de la Confédération pour former les vulgarisateurs.

Jean Vallat reprend et approfondit l'idée dans un «Rapport sur l'organisation de l'aide technique à l'agriculture suisse». Il faut créer dit-il, une structure pour élaborer des méthodes de vulgarisation, former les conseillers et mettre à leur disposition une documentation sans cesse mise à jour. Il propose trois solutions pour y parvenir: une centrale rattachée à l'administration; faire de cette centrale une Station fédérale; mettre sur pied une association disposant d'un centre suisse et de deux centres régionaux. Cette dernière solution est retenue.

**1958. Naissance de l'ASCA.** Quatre ans d'expérience, une vision claire des objectifs et des besoins, une volonté commune de toute la profession: c'est sur cette base solide que le Conseil fédéral approuve la création de centrales de vulgarisation (SRVA et SUBL

Küsnacht) et d'une Association suisse pour l'encouragement de la vulgarisation (ASCA). Financièrement, elle sera bien dotée: 90% pour la formation des conseillers, 90% de subventions pour l'analyse et la recherche; 50% pour la documentation. Avec une existence légale et un budget, l'ASCA peut naître officiellement.

Le 6 juin, l'Assemblée constitutive de l'ASCA a lieu. Elle regroupe 23 cantons et 56 écoles d'agricultures et organisations agricoles. Le premier président est Fritz Gerber. Jean Vallat est nommé directeur. Il le restera jusqu'en 1967. Le service technique de l'USAR avec neuf personnes et le parc mécanographique passent à l'ASCA, pour constituer le noyau du «Service romand de vulgarisation» qui commence son activité le 1er juillet de la même année.

**Quatre ans de gestation.** De février 1954 au Pigeon au 6 juin 1958 à Lausanne, il aura fallu quatre ans pour expérimenter, penser et créer la vulgarisation agricole en Suisse. Cinquante ans d'histoire permettent de juger la force et la justesse de ces idées qui ont évolué mais sans jamais s'écarter de leur conception d'origine.

## 1958-1978: les vingt glorieuses

Six mois après sa création (1958), le SRVA définit son programme d'activité qui découle des statuts, soit: mise en valeur des carnets d'exploitations, sélection du bétail, utilisation de la main d'oeuvre et des machines, bilan de fumure et plan d'affouragement, mise au point d'un système comptable pour la gestion et la défense professionnelle, méthodologie pour l'activité de groupe, publication de brochures techniques, formation des conseillers.

**1978,** vingt ans de l'ASCA, vingt ans du SRVA! André Veillon, directeur (1967-1991) donne une conférence de presse: beau bilan. En vingt ans, le SRVA a passé de 10 à 55 personnes au service de 130 vulgarisateurs de Suisse romande et du Tessin et de 12500 paysans affiliés. Le centre de calcul emploie 14 personnes pour la mise en valeur de 9500 carnets d'exploitations, de 9900 registres du bétail et de 1100 comptabilités. Quelle santé! La vulgarisation a vingt ans. Elle a rempli son cahier des charges défini dès le départ dans les statuts de l'ASCA, dont on rappelle les buts.

**BUTS.** L'ASCA a pour but d'améliorer la gestion technique et économique des exploitations agricoles ainsi que la situation sociale de la famille paysanne par le conseil d'exploitation et la formation continue. Concrètement, l'ASCA:

- Développe les méthodes de vulgarisation agricole
- Prend en charge la formation des vulgarisateurs
- Collecte et diffuse des informations, élabore des documents et des outils destinés à la vulgarisation
- Apporte son soutien aux services cantonaux de vulgarisation agricole.

Cinquante ans après, à quelques nuances près, ces activités de base demeurent.

Dans ces vingt premières années de la vulgarisation, on peut distinguer deux périodes: dix ans de mise en place et de développement productiviste, puis dix ans de transition vers une vision plus globale de l'exploitation avec les premiers signes d'engorgement du marché qui aboutissent à l'introduction du contingentement laitier en 1976.

**1954-1965. Techniques de production.** La priorité est donnée aux techniques de production: fumure, protection des plantes, sélection, affouragement. Le but est d'accroître les rendements. La collecte des données s'organise. En région de montagne, la tenue du registre du bétail est obligatoire pour toucher la subvention à l'exploitation.

**1966-1978. Organisation de l'exploitation.** Face aux premiers signes d'engorgement du marché, les exploitations se réorganisent pour optimiser les facteurs de production: fermes sans bétail, passage lait-viande, améliorations foncières, constructions rurales, rationalisation de la MO, spécialisation. C'est la grande époque des budgets et de la programmation linéaire avec le développement en parallèle du Centre agricole de mécanographie, précurseur du centre informatique.

Vingt ans de création, de mise en place, de développement. Vingt ans d'hyper dynamisme à l'image de l'agriculture, qui fait un tel bond en avant qu'elle fait exploser le cadre traditionnel de la politique agricole. D'où l'incertitude qui dominera les vingt années suivantes.

## 1978-2001 Turbulences

Jusqu'à l'adoption de la nouvelle politique agricole, (Politique Agricole 2002), l'agriculture va connaître une révolution qui provoquera remous et turbulences dans tout le monde agricole, dont la vulgarisation évidemment.

L'introduction du contingentement laitier en 1976 est un coup de tonnerre. Il signe la mort du productivisme et les limites de la politique agricole des années 50. Parallèlement, la politique financière de la Confédération se resserre. L'ASCA entre dans une période d'incertitude financière et institutionnelle.

**Budget rogné.** En 1977, la diminution du taux de subventionnement met en péril l'institution. En 1983, l'Assemblée générale demande la reprise des deux centrales par la Confédération. Il faudra attendre 25 ans pour que ce projet se concrétise dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches entre cantons et Confédération. Au début des années 90, le soutien à la vulgarisation de montagne est abandonné, puis la contribution fédérale réduite de 5%. Victime des restrictions budgétaires et de l'évolution informatique, le Centre de calcul ferme. Le paiement des contributions pour GE, NE, JU et VD permet de maintenir une équipe informatique minimum. Le creux de la vague est atteint.

**1992. L'horizon s'améliore.** Un premier contrat de collaboration de quatre ans est signé avec la Confédération qui verse 8,8 millions/an. Le contrat est renouvelé en 1996 pour la période 1998-2001. En 2001, le projet de convention avec l'OFAG est enfin adopté. Pour la période 2002-2005 un montant annuel de 8,4 millions est versé à l'ASCA. Le solde est financé par les cotisations et la facturation de prestations.

**Nouvelle politique agricole.** L'activité de l'ASCA évolue avec l'évolution de la politique agricole. Le modèle productiviste cède la place à un modèle d'agriculture multifonctionnelle, écologique, plus proche de la société. Production intégrée et bio prennent leur essor. La vulgarisation collabore au développement de cette nouvelle approche. Pour évaluer les conséquences de la nouvelle politique agricole, des projections financières sont faites auprès du réseau d'exploitations pilotes. Jusqu'en 1996, il permet de répondre à des questions techniques concernant la faisabilité production intégrée (PI). Dès 1997, le réseau prend une orientation plus économique pour chiffrer les effets économiques de PA 2002. Il disparaît en 2006, mission accomplie.

Dans le même esprit, les centrales collaborent à la mise en place des prestations écologiques requises (PER) et se penchent sur le bilan écologique des exploitations agricoles. Les priorités de la vulgarisation évoluent. Elles concernent le marché, la promotion des produits tels que les AOC-IGP, le marketing, la multifonctionnalité et tout ce qui touche à la formation et l'information dans le domaine de l'écologie et des nouveaux modes de production tel que le bio. Ce qui débouchera sur un nouveau mandat de prestations et un nouveau devenir pour l'ASCA. (voir page 26).



Les quatre directeurs du SRVA / AGRIDEA, de gauche à droite: André Veillon (1967-1991), Jean Vallat (1958-1967); Dominique Barjolle (2002-...); Henri Rouge (1991-2002)

# Geschichte der öffentlichen Beratung



Seit 1958 ist die Beratung eine im Instrumentarium der Agrarpolitik vorgesehene, im Landwirtschaftsgesetz abgestützte Massnahme zur Begleitung des Anpassungsprozesses der Branche. Sie ergänzt die landwirtschaftliche Grundbildung und die Tätigkeit der landwirtschaftlichen Forschungsanstalten und Hochschulen. Verschiedene Ereignisse und Entwicklungen haben die Arbeit der Beratungszentralen und der kantonalen Beratungsdienste in den vergangenen 50 Jahren geprägt. In Bezug auf die Ziele haben sich jedoch nur die Akzente verschoben. Seit jeher tragen Weiterbildung und Beratung dazu bei, dass die Bauernfamilien die technische und wirtschaftliche Führung der Betriebe und die eigene soziale Stellung verbessern können.

## Zur Vorgeschichte

Gegen Mitte des 20. Jahrhunderts waren zahlreiche Schweizer Landwirtschaftsbetriebe in ihrer Existenz bedroht: In die schwere Weltwirtschaftskrise der 30er Jahre platzte der zweite Weltkrieg. Die Schweiz war von jeglichem Aussenhandel abgeschlossen. Im Kampf gegen die Hungergefahr entstand der Plan Wahlen, der die Nahrungsmittelproduzenten zu vermehrtem Ackerbau verpflichtete – dies trotz erheblichen Militärdienstleistungen. Nach diesen Belastungen – besonders hart für die Bäuerinnen – übte die sich erholende Weltwirtschaft einen enormen Konkurrenzdruck aus. Vom Bundesparlament vorerst beschlossene Preisstützungen und Massnahmen zum Grenzschutz gerieten von rasch vergessenden Konsumenten bald unter Beschuss.

Die schwierigen Umstände veranlassten initiative Persönlichkeiten in der Deutsch- und Westschweiz, sich für die landwirtschaftliche Beratung einzusetzen. 1954 entstanden die ersten Deutschschweizer Beratungsgruppen. Der Leiter der landwirtschaftlichen Schule Bülach, Jakob Vontobel, pflegte mit den Unterländer Bauern einen intensiven Kontakt.

Bestärkt durch ähnliche Bestrebungen in Deutschland und Holland sowie durch Angebote der Westschweizer Pioniere im Bereich der Beschaffung und Auswertung von Betriebesdaten, wandte sich Jakob Vontobel an Berufskollegen in weiteren Kantonen. Mit ihrer Unterstützung wuchs auch in der Deutschschweiz die Erkenntnis, dass man für den Aufbau einer zeitgemässen Beratung eine landesweite Organisation benötigte. Die Lösung für viele Probleme sahen die Initianten der SVBL vor allem in einem Konzept «Hilfe zur Selbsthilfe» mit dem Ziel, Qualität und Wirtschaftlichkeit der Produktion zu steigern. Auch Bund und Kantone wurden aktiv: Bundesgesetz über die Förderung der Landwirtschaft und die Erhaltung des Bauernstands (1951), Verordnung über das landwirtschaftliche Bildungs- und Versuchswesen (1955), Viehwirtschaftskataster (50er Jahre) und Tierzuchtverordnung (1958). Die Mitgliedschaft der Landwirte in Beratungsgruppen wurde zur Voraussetzung für den Anspruch auf Betriebs- und Rindvieh-Ausmerzbeiträge. Die finanziellen Anreize der neuen Erlasse machten Beratungsaktivitäten attraktiv, sowohl für die Bauernfamilien als auch für die Organisationen und die Kantone.

Rasch erfolgte der Aufbau kantonalen Beratungsdienste. Sogar die Schaffung einer eigenen Bundesstelle war im Gespräch. Von der schliesslich gewählten Vereinslösung für die zentralen Leistungen erwartete man mehr Praxisnähe als von der ebenfalls diskutierten Angliederung an eine Forschungsanstalt oder an die ETH.

## Gründung der SVBL

Nach einer von der Abteilung für Landwirtschaft organisierten Orientierungsversammlung für eidgenössische und kantonale Institutionen sowie landwirtschaftliche Organisationen wurde schliesslich am 6. Juni 1958 die Schweizerische Vereinigung zur Förderung der Betriebsberatung in der Landwirtschaft, SVBL, gegründet.

**Gründungsmitglieder der SVBL:** 23 Kantone, 56 Organisationen und Schulen, 1 Vereinigung landwirtschaftlicher Beratungsgruppen.

**Unterstützung und Aufsicht:** Abteilung für Landwirtschaft im Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement (ab 1979 Bundesamt für Landwirtschaft).

Als neue Gruppen von Mitgliedern kamen nach Statutenänderungen ab 1967 landwirtschaftliche Firmen und Kreditinstitute dazu.

## Die Beratungszentralen

Ausarbeitung von Beratungsmethoden, Ausbildung von Betriebsberatern, Förderung der Zusammenarbeit zwischen Forschung, Unterricht und Praxis, Bedienung der Kantone mit der Dokumentation für die Betriebsberater: Auf die Aufgaben der SVBL hatten sich die massgebenden Personen ziemlich rasch geeinigt. Um die Arbeitsstellen wurde hingegen hart gerungen – deren Anzahl und Sitz sowie die Gebietszuteilung und Zuständigkeiten waren die wichtigsten Streitpunkte.

Unter der Leitung von Jean Vallat nahm der Service romand de vulgarisation agricole, SRVA, am 25. Juni 1958 den Betrieb auf. Im Herbst des gleichen Jahres wurde die SVBL-Zentralstelle Küssnacht eröffnet. Erster Direktor der Deutschschweizer Beratungszentrale wurde Jakob Vontobel. Er brachte umfassende Beratungserfahrung mit. Dank seiner Kontakte in die Westschweiz, in Deutschschweizer Kantone und umliegende Länder ging der Aufbau schwingungsvoll voran.

Von 1969 bis 1991 entwickelte sich die Zentralstelle Küssnacht bzw. die Landwirtschaftliche Beratungszentrale Lindau LBL unter der Führung von Hans Schweizer und stellte unter Beweis, dass sie eine notwendige Aufgabe erfüllte. Hans Schweizer setzte sich für die Begleitung der grösser und spezialisierter werdenden Landwirtschaftsbetriebe ein. Wichtig waren ihm aber auch die Förderung einer bäuerlichen Landwirtschaft und die Erhaltung der Landschaft. Auf internationaler Ebene engagierte sich Hans Schweizer in der IALB, der Internationalen Akademie land- und hauswirtschaftlicher Beraterinnen und Berater.

Nachfolger von Hans Schweizer ist Erich Waldmeier, der heutige Direktor der AGRIDEA Lindau.

## Direktoren und Direktorin der Beratungszentralen

*Küssnacht / Lindau:*



Jakob Vontobel  
(1958-1969)



Hans Schweizer  
(1969-1991)



Erich Waldmeier  
(seit 1991)

*Lausanne:* Jean Vallat (1958-1967), André Veillon (1967-1991), Henri Rouge (1991-2002), Dominique Barjolle (seit 2002)

## Trägerschaft und Finanzierung

Zu den Gründungsmitgliedern der SVBL kamen weitere dazu. 50 Jahre nach ihrer Gründung zählt die Vereinigung AGRIDEA alle Kantone und rund 40 Organisationen zu ihren Mitgliedern.

Ursprünglich erhielt die SVBL von den Kantonen Beiträge nach einem solidarisch gemischten Ansatz pro Hektare landwirtschaftliche Nutzfläche und pro Einwohner. Die Beiträge der Organisationen wurden individuell festgelegt. Die Summe der Mitgliederbeiträge war bestimmend für die Höhe der Bundesbeiträge, die zudem auf Grund der «subventionierbaren Kosten» festgelegt wurde. Seit 1994 leistet der Bund eine jährliche Pauschale an die Finanzierung der Beratungszentralen (rund acht Millionen Franken). Die dafür zu erbringenden Leistungen sind in einer Vereinbarung mit dem BLW festgehalten. Über diese Leistungsvereinbarung wird aktuell rund die Hälfte des gesamten Auftragsvolumens der Beratungszentralen finanziert.

Ihre eigenen Beratungsdienste finanzierten die Kantone mit einem Anteil von 25 bis 65 Prozent. Der Bund übernahm einen Anteil von 10 bis 40 Prozent und die Leistungsbezüger steuerten je nach Kanton 10 bis 60 Prozent bei. Seit 2008 entfallen die Beiträge des Bundes an die kantonalen Beratungsdienste (gut 9 Mio. Franken pro Jahr bzw. die Subventionierung von rund 240 Beratungskräften). Hingegen steuert der Bund die bisher jährlich von den Kantonen an die Beratungszentralen geleisteten 1.5 Mio. Franken bei; der Mitgliederbeitrag der Kantone wurde stark reduziert.

Im Auftrag der breiten Trägerschaft sind die Beratungszentralen AGRIDEA gefordert, sich mit ihren Leistungen dafür einzusetzen, dass die kantonalen Beratungsdienste ihre Arbeit trotz des Spardrucks quantitativ und qualitativ aufrechterhalten können.

Entwicklung der Deutschschweizer Beratungszentrale	Arbeitsbereiche	Volle Arbeitskräfte
SVBL Küssnacht 1960	Direktion / Verwaltung / Sekretariate	3
	Grundlagen Ausbildung Dokumentation Auswertung	6
SVBL Küssnacht 1975	Direktion / Verwaltung / Sekretariate	7
	Betriebswirtschaft Mechanisierung / Arbeitswirtschaft Bauberatung Auswertung / Raumplanung Buchhaltungsdienst Markt Hauswirtschaft Dokumentation Ausbildung Landjugend	29
Landwirtschaftliche Beratungszentrale Lindau LBL 1990	Direktion / Verwaltung / Sekretariate	9
	Produktionstechnik und Ökonomie in Pflanzenbau und Tierhaltung Agrarwirtschaft Betriebsführung und Landtechnik Sozioökonomie, Hauswirtschaft und Regionalwirtschaft Methodik, Dokumentation und Landjugend EDV und Buchhaltungsdienst Entwicklungszusammenarbeit	34
AGRIDEA Lindau 2008	Direktion / Verwaltung / Sekretariate	9
	Entwicklung des ländlichen Raums Bildung / Landjugend Verlag / Kommunikation Informatik Pflanzenbau und Ökologie Tierhaltung und Lebensmittelqualität Betrieb und Familie Rindergesundheitsdienst Entwicklungszusammenarbeit	48